ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, assemblée générale et neuvième chambre, saisi par le Ministre du Logement, de l'Environnement, de la Conservation de la nature et de la Politique de l'eau pour la Région de Bruxelles-Capitale, le 5 novembre 1990, d'une demande d'avis sur un projet d'ordonnance "sur l'accès à l'information relative à l'environnement, dans la Région de Bruxelles-Capitale", après en avoir délibéré le 21 novembre 1990 en assemblée générale et le 10 décembre 1990 en neuvième chambre, a donné le 10 décembre 1990 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, algemene vergadering en negende kamer, op 5 november 1990 door de Minister van Huisvesting, Leefmilieu, Natuurbehoud en Waterbeleid van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van ordonnantie "inzake de toegang tot informatie met betrekking tot het milieu in het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest", heeft, na zich daarover in de algemene vergadering van 21 november 1990 en in de negende kamer op 10 december 1990 te hebben beraden, op 10 december 1990 het volgend advies gegeven :

Dans un précédent avis référencé L. 19.894/9, donné le 19 septembre 1990 à propos du même avant-projet d'ordonnance, le Conseil d'Etat, section de législation, s'est limité à constater que la compétence du Secrétaire d'Etat à la Région de Bruxelles-Capitale, telle qu'elle résulte de la comparaison des articles 91bis de la Constitution et 41 de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, n'inclut pas le droit d'initiative en matière législative et pas davantage celui de saisir le Conseil d'Etat, section de législation, d'une demande d'avis et a, pour cette dernière raison, déclaré la demande non recevable.

Cet avant-projet lui est resoumis sous la signature du Ministre membre de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale qui a la matière de l'environnement dans ses attributions.

Les mots "à l'initiative du Secrétaire d'Etat, adjoint au Ministre de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale" qui figurent dans l'arrêté de présentation doivent, pour les raisons déjà exposées dans l'avis précédent, être omis.

Pour ces mêmes raisons, le Secrétaire d'Etat ne peut être chargé par l'Exécutif de présenter le projet d'ordonnance au Conseil. Ce soin doit être laissé au Ministre qui a la matière dans ses attributions. L'arrêté de présentation devra être adapté en conséquence.

L'arrêté du 15 mars 1990 de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale réglant l'institution, la

composition et le fonctionnement du Conseil de l'environnement pour la Région de Bruxelles-Capitale crée, en son article 3, un Conseil consultatif auprès de l'Exécutif de la Région. Ce Conseil a été mis en place le 25 octobre 1990. La compétence qui lui est attribuée est définie à l'article 4. Il y va d'une compétence consultative. Selon son paragraphe 2, "le Conseil donne son avis sur tout projet d'ordonnance et d'arrêté réglementaire en matière d'environnement concernant la Région de Bruxelles-Capitale". La manière dont cette disposition est rédigée ne laisse subsister aucun doute sur le caractère obligatoire de la saisine de cet organisme consultatif. Celui-ci doit être consulté dès qu'il s'agit d'un projet "en matière d'environnement concernant la Région de Bruxelles-Capitale".

Des explications fournies au Conseil d'Etat, il appert que cette consultation n'a pas eu lieu.

La réponse à la question de savoir si le projet d'ordonnance est actuellement en état d'être soumis pour avis à la section de législation du Conseil d'Etat dépend de l'examen de la compétence de la Région de Bruxelles-Capitale à prendre l'ordonnance en projet. Celle-ci est-elle relative à la matière de l'environnement ? Quoique le Conseil d'Etat aurait pu limiter cet examen à cette seule question et, la réponse étant positive ainsi qu'il apparaîtra des considérations émises sous l'observation générale I, conclure au caractère prématuré de la demande d'avis, l'avant-projet étant susceptible d'être modifié à la suite de la consultation du Conseil de l'environnement, il a cru faire oeuvre utile en étendant son examen à l'ensemble des questions de compétence que pose le projet.

OBSERVATIONS GENERALES SUR LA COMPETENCE.

I.

La section de législation du Conseil d'Etat a eu à se prononcer à de nombreuses reprises sur des propositions émanant tant du législateur national [1] que des législateurs communautaires [2] ou régionaux et portant sur diverses mesures visant à améliorer les relations entre l'administration et les citoyens.

De ses avis, il résulte que si le législateur national est seul compétent pour fixer de manière générale des exigences (minimales) en matière de motivation et de publicité des actes administratifs, aussi bien ceux des autorités administratives nationales que ceux des autorités administratives régionales

[1] -Avis du 15 février 1984 (L. 15.848/VR) sur une proposition de loi relative à la motivation des actes des autorités administratives (Doc. parl., Sénat, sess. 1981-1982, nE 32-2).
-Avis du 31 octobre 1984 (L. 16.054/1) sur une proposition de loi visant à améliorer les relations entre le citoyen et l'administration (Doc. parl., Ch., sess. 1983-1984, nE 733-2).
-Avis du 31 octobre 1984 (L. 16.055/1) sur une proposition de loi portant des mesures propres à assurer la publicité de l'administration (Doc. parl., Ch., sess. 1981-1982, nE 102-2).
-Avis du 21 octobre 1987 (L. 17.719/VR) sur une proposition de loi relative à la motivation formelle des actes adminis-tratifs (Doc. parl., Sénat, S.E. 1988, nE 215-2).
-Avis du 21 octobre 1987 (L. 17.720/VR) sur une proposition de loi relative à la consultation, à la communication et à la publicité de certains documents administratifs.

[2] Avis du 21 octobre 1987 (L. 17.302/VR) sur une proposition de décret relatif à la liberté d'accès aux documents administratifs.

et communautaires, les Communautés et les Régions ont la possibilité d'établir à l'occasion de l'organisation de leur action administrative ou de l'exercice de leur pouvoir normatif, dans les matières qui ressortissent à leurs compétences, des règles qui se situent dans la ligne des dispositions (minimales) arrêtées par le législateur national ou qui tendent à les préciser.

Le Conseil d'Etat ne voit pas d'obstacles à ce que dans ces mêmes matières, les législateurs décrétaux complètent et renforcent les exigences minimales formulées par le législateur national pour l'ensemble des autorités administratives et de leurs actes.

Il ne voit pas davantage d'objections à ce qu'en l'absence d'une codification par le législateur national de la procédure administrative non contentieuse, les Conseils des Communautés et Régions puissent, dans un souci de bonne administration, mais uniquement dans telle ou telle matière qui relève de leurs compétences respectives, imposer des obligations en matière de motivation et de publicité des actes administratifs, étant toutefois entendu qu'il y aura lieu pour eux de s'assurer, le moment venu, de la compatibilité des dispositions particulières ainsi adoptées avec les dispositions générales prises par le législateur national.

Eu égard aux considérations qui précèdent et, singulièrement, à la dernière remarque, il y a lieu de considérer que le projet d'ordonnance actuellement soumis à la section de législation du Conseil d'Etat n'excède pas la compétence du législateur régional, étant donné qu'il a pour objet de déterminer l'étendue et d'organiser l'exercice du droit d'accès de l'administré à l'information relative à l'environnement,

détenue par l'administration régionale, l'environnement étant défini à l'article 3, § 1er, 1, comme comprenant toutes les matières mentionnées à l'article 6, § 1er, II, III, et V de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, c'est-à-dire des matières qui, toutes, relèvent de la compétence de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le champ d'application de l'ordonnance est toutefois extrêmement large - et même plus étendu - que celui de la directive du Conseil des Communautés européennes nE 90/313/CEE du 7 juin 1990 concernant la liberté d'accès à l'information en matière d'environnement, dont l'ordonnance s'inspire et qu'elle tend à exécuter dans l'ordre juridique interne. Aussi peut-on se demander si plutôt que d'adopter des règles identiques applicables à toutes ces matières, il n'eût pas été possible - ce qui eût été préférable au point de vue de la répartition des compétences - de prendre des règles qui tiennent compte de la spécificité de chacune de ces matières.

II.

Le projet d'ordonnance est, par contre, entaché d'excès de compétence dans la mesure où, sur plusieurs points, il porte atteinte à des compétences qui sont réservées par la Constitution à la loi nationale.

Selon la jurisprudence de la Cour d'arbitrage, "sauf le cas où une habilitation spéciale et expresse à été donnée par les lois spéciale et ordinaire de réformes institutionnelles, le décret (ou l'ordonnance, les raisons de décider étant les mêmes) ne peut régler les matières qui lui

ont été attribuées qu'à la condition de n'empiéter en aucune façon sur les compétences réservées à la loi par la Constitution". De plus, la possibilité donnée aux Conseils par l'article 10 de la loi spéciale de prendre des dispositions de droit relatives à des matières pour lesquelles ils ne sont pas compétents, ne peut trouver à s'appliquer à des compétences que la Constitution réserve à la loi (voir, notamment, Cour d'arbitrage, arrêt nE 44 du 23 décembre 1987).

Ainsi l'ordonnance empiète-t-elle sur la compétence que l'article 108 de la Constitution réserve à la loi d'organiser les institutions provinciales et locales, en consacrant l'application, entre autres principes, de celui de la publicité des séances des conseils provinciaux et communaux ainsi que de celui des budgets et des comptes, lorsqu'elle englobe parmi les autorités administratives tenues du devoir de communication les autorités locales appelées à prêter leur concours à l'exécution des ordonnances et règlements de la Région de Bruxelles-Capitale (article 3, § 1er, 4, et article 11, § 1er, 1). Ce faisant, l'ordonnance méconnaît, notamment, l'article 102 de la nouvelle loi communale qui, en son alinéa 2, réserve au conseil communal le soin de décider que les résolutions prises à huis clos seront tenues secrètes pendant un temps déterminé (voyez également l'article 104 de la nouvelle loi communale).

L'ordonnance comporte un autre empiètement sur la compétence réservée au législateur national en déterminant la mesure dans laquelle le droit d'accès à l'information peut être limité par le secret de la vie privée. C'est en effet à la seule loi nationale qu'il appartient d'apprécier, dans le respect des engagements internationaux souscrits par le Royaume de Belgique, le degré de protection de la vie privée et les

mesures nécessaires, voire simplement utiles, que requiert cette protection, et ce en toutes matières. La procédure instituée par l'ordonnance, qui consiste à conférer à la "Commission bruxelloise d'accès à l'information relative à l'environnement" le pouvoir d'apprécier, dans chaque cas d'espèce, "au terme d'une mise en balance véritable des intérêts de nature à justifier la confidentialité et du droit à l'information reconnu par la présente ordonnance, et s'il apparaît que la divulgation des données concernées entraînerait un préjudice incontestable", si le document doit être considéré comme confidentiel et, partant, comme non communicable au public (articles 12, § 2, et 15 du projet), ne saurait, de ce point de vue, être admise d'aucune façon.

III.

Le projet pose comme autre limite - relative - à l'exercice du droit d'accès à l'information en matière d'environnement, le secret commercial et industriel (article 11, § 1er, 2) et prévoit la même procédure que celle visée aux articles 12, § 2, et 15 du projet aux fins de déterminer, dans chaque espèce, dans quelle mesure ce secret doit être gardé.

Le secret commercial et industriel n'est pas, à la différence du droit à la protection de la vie privée, une "matière réservée" au législateur national; ce secret relève traditionnellement de la propriété industrielle et intellectuelle que l'article 6, § 1er, VI, alinéa 5, 7E, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles range parmi les matières qui ressortissent à la seule compétence de l'autorité nationale. S'agissant d'une telle matière, on ne peut admettre une intervention du législateur communautaire

ou régional que dans les limites de l'article 10 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, c'est-à-dire seulement à la double condition que la matière se prête à un règlement différencié et que l'incidence sur cette matière ne soit que marginale (Cour d'arbitrage arrêt nE 66 du 30 juin 1988). Il appartiendra au législateur régional et, en dernière instance, à la Cour d'arbitrage d'apprécier s'il est satisfait à cette double condition.

En ce qui le concerne, le Conseil d'Etat, section de législation, aperçoit mal comment le secret commercial et industriel pourrait se prêter à un règlement différencié et se doit, en tout cas, d'attirer l'attention sur le danger, compte tenu du pouvoir discrétionnaire quasi illimité dont la "commission" dispose, de contrariété entre ses décisions et les règles nationales.

In een vorig advies met referentienummer L. 19.894/9, gegeven op 19 september 1990 in verband met hetzelfde voorontwerp van ordonnantie, heeft de Raad van State, afdeling wetgeving, zich ertoe bepaald vast te stellen dat de bevoegdheid van de Staatssecretaris voor het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest, zoals die voortvloeit uit de vergelijking van de artikelen 91bis van de Grondwet en 41 van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse Instellingen, geen recht van initiatief inhoudt in wetgevingszaken en evenmin het recht om bij de Raad van State, afdeling wetgeving, een aanvraag om advies in te dienen. Om die reden heeft de Raad van State de adviesaanvraag niet-ontvankelijk verklaard.

Dit voorontwerp wordt hem opnieuw voorgelegd onder de handtekening van de Minister-Lid van de Executieve van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest tot wiens bevoegdheid het leefmilieu behoort.

De woorden "op initiatief van de Staatssecretaris toegevoegd aan de Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve", die in het indieningsbesluit staan, moeten, om de redenen die reeds te kennen gegeven zijn in het vorige advies, vervallen.

Om dezelfde redenen kan de Staatssecretaris door de Executieve niet gelast worden het ontwerp van ordonnantie aan de Raad voor te leggen. Die taak moet worden overgelaten aan de Minister tot wiens bevoegdheid de aangelegenheid behoort. Het indieningsbesluit zal dientengevolge moeten worden aangepast.

Bij artikel 3 van het besluit van 15 maart 1990 van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve houdende de regeling van de oprichting, de samenstelling en de werking van de Raad voor het leefmilieu voor het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest, wordt een Raad van advies opgericht bij de Gewestexecutieve. Die Raad is geïnstalleerd op 25 oktober 1990. De bevoegdheid die hem wordt opgedragen, wordt omschreven in artikel 4. Het gaat om een adviserende bevoegdheid. Paragraaf 2 bepaalt dat "de Raad advies uitbrengt over alle ordonnantie- en reglementaire besluitsontwerpen inzake leefmilieu betreffende het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest". De manier waarop die bepaling geredigeerd is, laat er geen enkele twijfel over bestaan dat het adiëren van dat adviesorgaan verplicht is. Het moet om advies worden gevraagd zodra het gaat om een ontwerp "inzake leefmilieu betreffende het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest".

Naar aan de Raad van State is medegedeeld, heeft die raadpleging blijkbaar niet plaatsgevonden.

Het antwoord op de vraag of het ontwerp van ordonnantie thans in zoverre gereed is dat het aan de Raad van State, afdeling wetgeving, om advies kan worden voorgelegd, hangt af van het onderzoek naar de bevoegdheid van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest om de ontworpen ordonnantie uit te vaardigen. Heeft die ordonnantie betrekking op de aangelegenheid van het leefmilieu ? Alhoewel de Raad van State dat onderzoek had kunnen beperken tot die vraag alleen en, aangezien het antwoord positief is zoals zal blijken uit de beschouwingen die voorkomen onder de algemene opmerking I, concluderen dat de adviesaanvraag voorbarig is, aangezien het voorontwerp nog kan worden gewijzigd als gevolg van de

raadpleging van de Raad voor het leefmilieu, heeft hij het nuttig geoordeeld zijn onderzoek uit te breiden tot alle bevoegdheidsvragen die het ontwerp aan de orde stelt.

ALGEMENE OPMERKINGEN OVER DE BEVOEGDHEID.

I.

De afdeling wetgeving van de Raad van State heeft al bij herhaling advies moeten uitbrengen over voorstellen itgaande van zowel de nationale wetgever [3] als de tegen hanger ervan in gemeenschaps- [4] of gewestaangelegenheden, en

[3] -Advies van 15 februari 1984 (L. 15.848/VR) over een voorstel van wet betreffende de motivering van bestuursrechtelijke handelingen (Gedr. St., Senaat, zitt. 1981-1982, nr. 32-2).

-Advies van 31 oktober 1984 (L. 16.054/1) over een voorstel van wet tot verbetering van de betrekkingen tussen de burger en zijn bestuur (Gedr. St., Kamer, zitt. 1983-1984, nr. 733-2).

-Advies van 31 oktober 1984 (L. 16.055/1) over een voorstel van wet houdende maatregelen betreffende de openbaarheid van het bestuur (Gedr. St., Kamer, zitt. 1981-1982, nr. 102-2).

-Advies van 21 oktober 1987 (L. 17.719/VR) over een voorstel van wet betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen (Gedr. St., Senaat, B.Z. 1988, nr. 215-2).

-Advies van 21 oktober 1987 (L. 17.720/VR) over een voorstel van wet betreffende de inzage, de mededeling en de openbaarheid van bepaalde administratieve stukken.

[4] Advies van 21 oktober 1987 (L. 17.302/VR) over een voorstel van decreet "relatif à la liberté d'accès aux documents administratifs".

die betrekking hadden op allerhande maatregelen die ertoe strekten de betrekkingen tussen het overheidsbestuur en de burgers te verbeteren.

Uit die adviezen blijkt dat de nationale wetgever weliswaar als enige bevoegd is om op algemene wijze (minimale) vereisten inzake motivering en openbaarheid van bestuurshandelingen vast te stellen, zowel van die van de nationale administratieve overheden als van die van de administratieve overheden van de Gewesten en de Gemeenschappen, maar dat de Gemeenschappen en de Gewesten de mogelijkheid hebben om, ter gelegenheid van de inrichting van hun bestuurlijk optreden of van de uitoefening van hun regelgevende bevoegdheid, in de aangelegenheden die tot hun bevoegdheden behoren, regels vast te stellen in de lijn of ter precisering van de door de nationale wetgever vastgestelde (minimum)bepalingen.

De Raad van State heeft er niets op tegen dat de decreetgevers, in diezelfde aangelegenheden, de minimumvereisten die de nationale wetgever geformuleerd heeft voor alle administratieve overheden en de handelingen ervan, aanvullen en verstrakken.

Hij heeft er evenmin bezwaar tegen dat, bij ontstentenis van een codificatie, door de nationale wetgever, van de administratieve rechtspleging in niet betwiste zaken, de Raden van de Gemeenschappen en de Gewesten, in een streven naar behoorlijk bestuur, maar alleen in deze of gene aangelegenheid die tot hun onderscheiden bevoegdheden behoort, verplichtingen kunnen opleggen inzake motivering en openbaarheid van de administratieve handelingen, met dien verstande evenwel dat ze zich te gepasten tijde ervan zullen moeten vergewissen dat de aldus aangenomen bijzondere bepalingen bestaanbaar zijn met de algemene bepalingen die de nationale wetgever heeft uitgevaardigd.

Gelet op de bovenstaande beschouwingen en inzonderheid op de laatste opmerking, dient te worden aangenomen dat het ontwerp van ordonnantie dat thans aan de afdeling wetgeving van de Raad van State is voorgelegd, niet buiten de bevoegdheid van de gewestwetgever valt, aangezien het tot doel heeft de omvang te bepalen en de uitoefening te regelen van het recht van toegang van de burger tot de milieu-informatie die in het bezit is van de gewestelijke overheid, waarbij het leefmilieu in artikel 3, § 1, 1E, wordt omschreven als de benaming voor alle aangelegenheden bedoeld in artikel 6, § 1, II, III en V van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, dat wil zeggen aangelegenheden die alle ressorteren onder de bevoegdheid van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest.

De werkingssfeer van de ordonnantie is evenwel uitermate ruim - en zelfs ruimer dan die van de richtlijn van de Raad van de Europese Gemeenschappen nr. 90/313/EEG van 7 juni 1990 inzake de vrije toegang tot milieu-informatie, waarop de ordonnantie voortbouwt en waarvan ze de tenuitvoerlegging in de interne rechtsorde beoogt. Men kan zich dan ook afvragen of het niet mogelijk was geweest regels vast te stellen die rekening houden met de specificiteit van elke aangelegenheid, veeleer dan identieke regels aan te nemen die van toepassing zijn op al die aangelegenheden; die eerste oplossing was trouwens verkieslijk geweest uit het oogpunt van de verdeling van de bevoegdheden.

II.

Het ontwerp van ordonnantie is daarentegen met bevoegdheidsoverschrijding vastgesteld in zoverre het op enige punten inbreuk maakt op de bevoegdheden die de Grondwet uitsluitend voor de nationale wet weglegt.

Volgens de rechtspraak van het Arbitragehof kan, "behoudens de gevallen waarin een bijzondere en uitdrukkelijke machtiging is gegeven door de bijzondere of de gewone wet tot hervorming der instellingen, een decreetgever (of ordonnantiegever, aangezien de redenen om te beslissen dezelfde zijn) de hem toegewezen aangelegenheden slechts regelen mits hij op generlei wijze inbreuk maakt op de bij de Grondwet voor de wet gereserveerde bevoegdheden". Bovendien kan de bij artikel 10 van de bijzondere wet aan de Raden geboden mogelijkheid om rechtsbepalingen vast te stellen in

aangelegenheden waarvoor zij niet bevoegd zijn, niet worden toegepast op bevoegdheden die de Grondwet voor de wet reserveert (zie inzonderheid Arbitragehof, arrest nr. 44 van 23 december 1987).

In zoverre de ordonnantie tot de administratieve autoriteiten waarop een mededelingsplicht rust, de lokale overheden rekent die medewerking hebben te verlenen aan de uitvoering van de ordonnanties en verordeningen van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest (artikel 3, § 1, 4, en artikel 11, § 1, 1), maakt zij inbreuk op de bevoegdheid om de provinciale en lokale instellingen te organiseren, welke bevoegdheid uitsluitend tot het terrein van de wet behoort krachtens artikel 108 van de Grondwet, welk artikel, naast andere beginselen, ook de beginselen dat de vergaderingen der provincie- en gemeenteraden, respectievelijk de begrotingen en de rekeningen openbaar zijn, bekrachtigt. Zodoende schendt de ordonnantie inzonderheid artikel 102 van de nieuwe gemeentewet, waarvan het tweede lid de keuze om te beslissen dat de met gesloten deuren genomen besluiten gedurende een bepaalde tijd geheim zullen worden gehouden, uitsluitend aan de gemeenteraad overlaat (zie tevens artikel 104 van de nieuwe gemeentewet).

De ordonnantie houdt een andere inbreuk op de uitsluitende bevoegdheid van de nationale wetgever in, doordat zij bepaalt in hoeverre er op het recht op toegang tot de informatie beperkingen kunnen staan als gevolg van het geheim zijn van de persoonlijke levenssfeer. Het is immers uitsluitend een aangelegenheid van de nationale wet om met inachtneming van de door het Koninkrijk België aangegane

internationale verbintenissen te bepalen welke graad van bescherming de persoonlijke levenssfeer geniet alsook ten aanzien van alle aangelegenheden te bepalen welke maatregelen met het oog op die bescherming noodzakelijk, ja zelfs gewoon nuttig zijn. Uit dat oogpunt bezien is geenszins aanvaardbaar de door de ordonnantie ingestelde procedure, die erin bestaat de "Brusselse commissie van toegang tot informatie inzake het milieu" bevoegd te maken om "na het oprecht afwegen van de belangen, teneinde het vertrouwelijk karakter te waarborgen, en van het recht op informatie, toegekend door onderhavige ordonnantie, en indien blijkt dat de verspreiding van de betrokken gegevens aanleiding zou geven tot onbetwistbare schade", voor ieder bijzonder geval uit te maken of het stuk als vertrouwelijk moet worden beschouwd en te oordelen dat er bijgevolg geen inzage van gegeven moet worden aan het publiek (artikelen 12, § 2, en 15 van het ontwerp).

III.

Als andere - betrekkelijke - beperking op de uitoefening van het recht op toegang tot de informatie inzake milieu stelt het ontwerp het handels- en bedrijfsgeheim (artikel 11, § 1, 2) en voorziet het in dezelfde procedure als die welke bedoeld is in de artikelen 12, § 2, en 15 van het ontwerp om voor ieder bijzonder geval te bepalen tot op welke hoogte dat geheim dient te worden bewaard.

In tegenstelling met het recht op de bescherming van de persoonlijke levenssfeer is het handels- en bedrijfsgeheim geen "aangelegenheid" die voor de nationale wetgever

"gereserveerd" is; gewoontegetrouw behoort dit geheim tot het terrein van de industriële en intellectuele eigendom, die door artikel 6, § 1, VI, vijfde lid, 7E, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen wordt ingedeeld bij de aangelegenheden waarvoor alleen de nationale overheid bevoegd is. Nu het een zodanige aangelegenheid betreft, kan een initiatief van de wetgever van een Gemeenschap of een Gewest slechts worden aangenomen binnen de perken van artikel 10 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, dat wil zeggen, onder de tweevoudige voorwaarde dat de aangelegenheid zich tot een gedifferentieerde regeling leent en dat de weerslag op de aangelegenheid slechts marginaal is (Arbitragehof, arrest nr. 66 van 30 juni 1988). Het is zaak van de wetgever van het Gewest en, in laatste aanleg van het Arbitragehof, om te oordelen of aan die dubbele voorwaarde wordt voldaan.

De Raad van State, afdeling wetgeving, kan bezwaarlijk inzien hoe het handels- en bedrijfsgeheim zich tot een gedifferentieerde regeling zou kunnen lenen en behoort, gelet op de nagenoeg onbeperkte discretionaire bevoegdheid waarover de "commissie" beschikt, in alle geval de aandacht te vestigen op het gevaar voor strijdigheid van de beslissingen van de commissie met de nationale voorschriften.

L'assemblée générale de la section de législation était composée de		De algemene vergadering van de afdeling wetgeving was samengesteld uit
Messieurs : de Heren :		président, voorzitter,
	H. COREMANS, J.-J. STRYCKMANS, J. NIMMEGEERS, C.-L. CLOSSET,	présidents de chambre, kamervoorzitters,
Monsieur : de Heer : Madame : Mevrouw : Monsieur : de Heer : Madame : Mevrouw : Monsieur : de Heer : Madame : Mevrouw : Monsieur : de Heer :	S. VANDERHAEGEN, J. DE BRABANDERE, M. VRINTS, R. ANDERSEN, M.-L. THOMAS, M. LEROY,	conseillers d'Etat, staatsraden,
Messieurs : de Heren :	C. DESCHAMPS, G. SCHRANS, J. GIJSSELS, J. DE GAVRE, F. DELPEREE, P. GOTHOT, E. WYMEERSCH,	assesseurs de la section de législation, assessoren van de afdeling wetgeving,
Mesdames : Mevrouwen :	A. BECKERS, J. GIELISSEN,	greffier, griffier. greffier assumé, toegevoegd griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. TAPIE.

Les rapports ont été présentés par M. J. BAERT, auditeur, et par M. J. VANHAEVERBEEK, auditeur adjoint. Les notes du Bureau de coordination ont été rédigées et exposées par MM. J. DRIJKONINGEN et J.-F. NEURAY, référendaires adjoints.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. TAPIE.

De verslagen werden uitgebracht door de H. J. BAERT, auditeur, en door de H. J. VANHAEVERBEEK, adjunct-auditeur. De nota's van het Coördinatiebureau werden opgesteld en toegelicht door de HH. J. DRIJKONINGEN en J.-F. NEURAY, adjunct-referendarissen.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

A. BECKERS.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

P. TAPIE.

La chambre était composée de

Messieurs :
de Heren :

R. ANDERSEN, président,
M. HANOTIAU, voorzitter,

C. DESCHAMPS, conseillers d'Etat,
P. GOTHOT, staatsraden,

assesseurs de la section de législation,
assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame : R. DEROY, greffier,
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. TAPIE.

Le rapport a été présenté par M. J. VANHAEVERBEEK, auditeur adjoint. La note du bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. J.-F. NEURAY, référendaire adjoint.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. TAPIE.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J. VANHAEVERBEEK, adjunct-auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. J.-F. NEURAY, adjunct-referendaris.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

R. DEROY.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

P. TAPIE.